

Après la visite de Sophie Cluzel au Quesnoy, la réaction côté belge

Elle avait interpellé Sophie Cluzel lors de sa visite au Quesnoy, vendredi. Présidente de l'association pour les Français en situation de handicap, de l'autre côté de la frontière, Isabelle Resplendino revient sur ses échanges avec la ministre en charge des personnes handicapées. Plaidant notamment pour une plus grande coopération transfrontalière.

Propos Recueillis Par Alice Bonvoisin | Publié le 20/09/2021



– **Que reprenez-vous de cette visite ministérielle ?**

Isabelle Resplendino : « Je suis ravie d'avoir pu échanger avec [Sophie Cluzel](#). Au cours des dernières années, nous avons tenté maintes fois d'interpeller le gouvernement sur la problématique des Français en situation de handicap, de

plus en plus nombreux à s'exiler en Belgique... en vain. Or, en Sambre-Avesnois, dans le Cambrésis et ailleurs, nous voyons défiler des familles entières à qui on refuse la Belgique, mais à qui on ne propose aucune solution ou uniquement des solutions partielles ou inadaptées. Certains enfants, scolarisés chez nous en primaire, se voient refuser du jour au lendemain le transport, l'hébergement vers la Belgique sans contrepartie ou explication. Il n'est pas non plus normal que certains se retrouvent à quitter un emploi, une maison dans le sud de la France pour se rapprocher de la frontière franco-belge, dans l'espoir d'offrir une meilleure solution à leur enfant qu'ils n'auront peut-être jamais. »

– Vous avez notamment interpellé Sophie Cluzel sur la nécessité d'une coopération transfrontalière...

« Il existe bien des polices frontalières, pourquoi ne pas aussi mutualiser nos moyens, nos connaissances, nos lexiques sur le champ du handicap ? Tout n'est pas parfait en Belgique mais des choses ont été mises en place, notamment sur l'enseignement inclusif dans lequel la France devrait mettre plus de moyens. Tout comme dans la formation des spécialistes français, au moins pour les troubles du comportement. Car les Français qu'on accueille sont souvent porteurs d'un handicap très lourd que personne ne sait gérer dans leur pays. »

– Selon vous, le retard français est-il rattrapable ?

« Oui, à condition d'agir maintenant. De belles initiatives sont déjà mises en place comme l'unité d'accueil temporaire (UAT) visitée par Sophie Cluzel, au Quesnoy. Mais il faut plus de moyens. Lors du second tour de la présidentielle, Emmanuel Macron avait déjà promis que les jeunes en situation de handicap n'auraient plus à se rendre à l'étranger pour se faire soigner. »